



LARGO AUTOMATISE SON PROCESSUS DE RECONDITIONNEMENT

Le nantais **Largo** s'équipe de robots pour mettre les smartphones sur la sellette et doubler sa capacité de reconditionnement. Voilà qui profitera aussi à son offre professionnelle.

Par Frédéric Monlier, à Saumur-Luce-sur-Loire (Loire-Atlantique), photos Myxix et Largo

Le mobile reconditionné commence à peser lourd en France. Selon Kantar, le C.A. avoisinait 700 M€ en 2020, et le milliard est annoncé cette année. L'entreprise **Largo**, fondée en 2016 et qui emploie 80 salariés environ s'agit pour profiter de l'appel d'air : « robots viennent en renfort, de dizaines de techniciens qui passent au crible les smartphones pour évaluer leur état de fonctionnement. Quelque

25 000 produits mobiles – dont 80 % de smartphones – seront reconditionnés et livrés chaque mois, ce qui correspond au quasi-doublement du rythme de croisière. « Le temps moyen de reconditionnement, soit quarante-cinq minutes, est inchangé mais les robots sont opérationnels plus longtemps », souligne le P.-D.G. et cofondateur Christophe Brunot, un ancien de Point Service Mobile et de Virgin Mobile. Ils ont en plus l'avantage de produire des mesures objectives des sens du toucher, de la vue et de l'ouïe. L'automatisation

gagnera ensuite le *grading* (évaluation de l'aspect), puis la préparation de commande et l'entreposage. **Largo** prévoit de moderniser son processus à hauteur de 2 M€, et augmenter de 300 m² la surface du site pour passer à 1 000 m².

DÉJÀ LE MILLION POUR LE B2B

Premier reconditionneur coté en Bourse, **Largo** se donne les moyens de ses ambitions, envisageant un C.A. de 70 M€ en 2025, contre 17,6 M€ en 2021. Le cadre légal devrait valoriser cette activité considérée comme un vrai métier : depuis février 2022, un produit reconditionné est désigné comme tel s'il a subi des tests de ses fonctionnalités et des interventions pour les réparer, le cas échéant. Une distinction entre le smartphone reconditionné par un professionnel et le modèle d'occasion vendu « comme neuf » par un intermédiaire peu scrupuleux. D'autre part, la loi Agec (antigaspillage économie circulaire) de mars 2021, impose que les commandes publiques incluent au minimum « 20 % de biens issus du réemploi ou de la réutilisation ». Pour se saisir de l'opportunité, **Largo**, sans délaisser le B2C, se tourne vers les entreprises et les collectivités locales depuis fin 2020, comme l'illustre Largo Business ainsi

« Les robots sont opérationnels plus longtemps »

Les fondateurs de Largo : (à g.) Frédéric Gandon, directeur général délégué, et Christophe Brunot, P.-D.G.,





1 Dès réception, les smartphones sont gradés, en fonction de leur aspect, puis enregistrés dans l'ERP, à des fins de traçabilité. Les données sont effacées et l'OS est mis à jour. 2 Viennent les tests, au nombre de 123, très exactement. Conçus à l'origine pour passer au crible les terminaux de paiement (les cinq robots eTAGO Moïse de Ponant Technologies, personnalisés, réalisent 37 points de contrôle à la cadence de 20 smartphones à l'heure) : connectivité, audio, boutons, capteurs, écrans, batterie, etc. Les techniciens accomplissent ensuite les réparations nécessaires. Dans la moitié des cas, la batterie, défectueuse, doit être remplacée. En 2020, 800 kg d'accus sont ainsi passés au recyclage. L'écran représente quant à lui 30 % des interventions. Des opérations plus délicates sur la carte mère, 3 et les composants électroniques, comme des soudures, peuvent aussi être menées. Le processus s'achève par le contrôle qualité, impliquant un sixième robot, le nettoyage puis le conditionnement. 4 Dans quelques mois, le smartphone sera livré avec un document faisant office de contrôle technique.

structurée : vente éventuellement en indirect de terminaux garantis vingt-quatre mois (Econocom et des leasers sont mentionnés) ; reprise de parc ; offre opérateurs SFR Business et Coriolis Telecom ; et éventail de services (MDM, hotline, SAV premium, etc.) Les succès n'ont pas tardé. Moins d'un an plus tard, L'orange Business rapportait 1,1 M€ pour 6 000 appareils au moins. La part dans le C.A. devrait atteindre 15 % ces prochaines années. En effet, outre les obligations légales, le développement des politiques RSE et la sensibilisation des employés aux questions environnementales soufflent sur L'orange, vent arrière. 5

